

COMPTE RENDU **du Conseil Municipal**

SÉANCE DU 19 JANVIER 2011

L'an deux mil onze, le dix neuf janvier à 21 heures 15, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –

MM. MAISONNAS, GAUTHIER, TRACLET, MANIE Adjoints

Mme BORREL-JEANTAN

MM. ABOU, BALOUZET, CAPLAT, COTE, DENIS, GUILLARD, PRUDON

Pouvoir : M. GRUMET (pouvoir à M. TRACLET)

Excusés : Mme DIDIER

M. Michel VIENOT (Maire honoraire)

Secrétaire de séance : M. TRACLET

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. C. C. M. P.

a) Transport en commun

Mr le Maire informe que le prochain Conseil Communautaire aura lieu le 31 janvier prochain. Seront soumis à l'approbation du Conseil communautaire le prélèvement du Versement Transport et le cahier des charges relatif à l'organisation du réseau de transport en commun.

3. ASSAINISSEMENT

Mr le Maire propose à l'assemblée le vote d'une délibération portant sur l'assainissement collectif de la commune.

Ensuite, il adressera une lettre à toutes les institutions publiques pouvant être sollicitées par l'étude du Schéma Directeur d'Assainissement Collectif et la programmation des investissements : la Communauté de communes de Miribel et du Plateau, la Communauté de communes du canton de Montluel, le SIVU de St. Maurice de Beynost – et de Beynost, le SI des Eaux de Thil – Niévroz. Monsieur le Maire précise qu'il prendra l'attache de Mr GLORIOD, Président de la Communauté de Communes de Montluel pour lui demander l'organisation d'une réunion technique pour amorcer l'étude de la faisabilité du raccordement à la station d'épuration de la 3CM.

.../...

Mr Prudon rappelle que Mr Turgis de St. Maurice de Beynost est très qualifié en assainissement et se tient à la disposition de la commune. Il a participé à l'élaboration de plus de 200 stations d'épuration.

DELIBERATION N° 11/01/01 : PROGRAMMATION D'UN RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Monsieur le Maire présente les contraintes qui motivent la nécessité pour la commune de réaliser les études de programmation en vue de la réalisation d'un réseau d'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire communal :

- La protection de la Zone de Captage des Eaux du Puits de Thil est une exigence du SDAGE Rhône Méditerranée Corse et l'assainissement non collectif ne permet pas de répondre aux contraintes imposées par les normes de protection,
- Les inspections du SPANC qui seront conduites, d'ici 2012, sur les installations individuelles d'assainissement existantes ne devraient guère laisser de doute sur la nécessité de leur rénovation, le caractère inondable de la commune devant conduire à mettre en œuvre et à entretenir des dispositifs individuels au global au moins aussi coûteux qu'en assainissement collectif,
- Les perspectives d'urbanisation à venir, gage de pérennité de notre structure éducative, ne pourront être engagées qu'à la condition expresse de l'existence d'un programme d'assainissement collectif communal.

A défaut d'engager cette programmation qui inclura un échéancier de travaux et la réalisation d'une première tranche de travaux dès la première année suivant son approbation, la commune s'exposerait à une mise en demeure de faire par les Services de l'Etat.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- D'inclure dans le cadre d'un contrat de prestations d'études relatives à la révision du POS / PLU, les études de programmation d'un réseau d'assainissement collectif sur la totalité de la commune incluant un échéancier de travaux dès la première année suivant son approbation,
- de soumettre à la concertation, pendant la durée de l'élaboration du programme, en associant les habitants, les associations, les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, avec une information qui prendra différentes formes afin d'être largement accessible au public : réunions publiques, rencontres avec les partenaires institutionnels, site internet, rendez vous particuliers, publications municipales et presse, documents tenus à la disposition du public en Mairie aux heures et jours d'ouverture accompagnés d'un cahier de concertation ;
- D'associer dans le cadre de cette étude les services de l'état compétents notamment pour ce qui concerne la recherche et l'attribution de subventions ;
- De consulter et de saisir les personnes publiques pouvant concourir à la mise en œuvre du réseau d'assainissement collectif communal par mutualisation de tout équipement de transport et de traitement des eaux usées.
-

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>1</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

Mr Maisonnas expose les raisons pour lesquelles il a voté contre.

Selon lui :

- Aucun texte ne fait obligation à la commune d'avoir un réseau d'assainissement collectif,
- Cela va être plus polluant (les usagers sont moins regardant sur ce qu'ils jetteront au tout à l'égout,
- Le coût est beaucoup trop élevé pour la commune,
- Cela aura des répercussions sur le tarif de l'eau.

4. **DELIBERATION N° 11/01/02 : NOMINATION D'UN DELEGUE SUPPLEANT AU SIEA**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil la délibération n° 10.04.01 du 24 juin 2010 relative à la modification des statuts du Syndicat Départemental d'Electricité de l'Ain qui autorise la possibilité de nommer un délégué suppléant pouvant siéger au comité syndical avec voix délibérative.

Le Conseil,

Ouï les explications de Monsieur le Maire,

- Nomme Monsieur Vincent TRACLET, délégué suppléant au sein du Syndicat Intercommunal d'Electricité de l'Ain.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Mr Caplat demande dans le cadre de la construction d'un immeuble, qui finance le transformateur. Mr Manié répond que l'extension des réseaux est à la charge de la commune. Elle peut en répercuter une partie au pétitionnaire quand il s'agit d'un projet de logement individuel. Le financement est à la charge du SIEA quand il s'agit de logements collectifs.

5. **DELIBERATION N° 11/01/03 : LOYER DE L'EPICERIE POUR L'ANNEE 2011**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée qu'il est mis à disposition de Mr Pascal DUBROCA depuis le 1^{er} février 2008, un local à usage de commerce (épicerie / tabac) pour les besoins de la commune.

Il rappelle la délibération n° 09.01.02 du 22 janvier 2009 et les termes du bail signé entre les parties le 27 janvier 2009 fixant le loyer pour l'année 2008 à 1 euro symbolique et pour l'année 2009 à 1 euro symbolique.

Il rappelle aussi la délibération n° 09/08/02 du 26 novembre 2009 fixant le loyer pour l'année 2010 à 1 euro symbolique.

Compte tenu :

- du contexte économique général peu favorable,
- de la nécessité de maintenir un service de commerce de proximité au bénéfice des habitants de la commune,

il est proposé de maintenir la somme de 1 € symbolique pour l'année 2011 et la lui réclamer à terme échu pour la location du local à usage de commerce (épicerie, tabac).

Le Conseil,

Ouï les explications de Mr le Maire,

.../...

Décide :

- de fixer le loyer pour l'année 2011 à la somme de 1 € (un euro) symbolique.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Mr le Maire rappelle que le geste fait par la Municipalité pour un loyer annuel d'un euro concerne Mr Dubroca et non le fonds de commerce lui-même.

6. DELIBERATION N° 11/01/04 : RÉGIME INDEMNITAIRE : IFTS

Le Conseil,

Sur rapport de Monsieur le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

VU l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'I.F.T.S,

VU la jurisprudence et notamment l'arrêt du Conseil d'Etat n° 131247 et n°131248 du 12 juillet 1995 autorisant un agent seul dans son grade à bénéficier du taux maximum individuel au titre du principe d'égalité de traitement,

VU les crédits inscrits au budget,

CONSIDERANT que conformément à l'article 2 du décret 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

Bénéficiaires

Après en avoir délibéré, décide d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat (*décret n° 2002-63 et l'arrêté du 14 janvier 2002*) l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière	grade	Fonctions ou service
Administrative	Rédacteur	Secrétaire Générale
	Rédacteur Principal	
	Rédacteur Chef	

(*) Pouvant être majorés d'un coefficient multiplicateur de 0 à 8

Les taux moyens retenus par l'assemblée sont, conformément aux dispositions en vigueur, indexés sur la valeur du point fonction publique. Ils seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

.../...

Cette indemnité ne peut pas être attribuée aux agents logés par nécessité absolue de service.

Agents non titulaires

Précise que les dispositions de l'indemnité faisant l'objet de la présente délibération pourront être étendues aux agents non titulaires de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

Clause de sauvegarde

Conformément à l'article 88 de la loi n° 84-53, stipule que pour les agents qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire, dans le cadre de la mise en place des nouvelles dispositions réglementaires, ceux-ci conserveraient le bénéfice, à titre individuel, du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient, en application des dispositions réglementaires antérieures.

Attributions individuelles

Conformément au décret n° 91-875, le Maire fixera et pourra moduler les attributions individuelles dans la limite fixée au paragraphe consacré aux bénéficiaires, en fonction des critères suivants (par exemple, la liste n'est pas exhaustive):

- Selon l'expérience professionnelle (traduite par rapport à l'ancienneté, des niveaux de qualification, des efforts de formation)
- Les fonctions de l'agent appréciées par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement, défini par exemple dans le tableau des emplois de la collectivité.
- Aux agents assujettis à des sujétions particulières,
- La révision (à la hausse ou à la baisse) de ses taux pourra être effective dans le cas de modification substantielle des missions de l'agent.

Modalités de maintien et suppression

Le versement des primes et indemnités est maintenu pendant les périodes de : congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, accidents de travail, maladies professionnelles reconnues, congé de maladie ordinaire n'impliquant pas le demi-traitement.

Les primes et indemnités cesseront d'être versées :

- en cas d'indisponibilité impliquant une absence continue supérieure à 6 mois,
- à l'agent faisant l'objet d'une sanction disciplinaire et portant sur une éviction momentanée des services ou fonctions (agents suspendus, mis à pied...)

Périodicité de versement

Le paiement des primes et indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

Clause de revalorisation

Précise que les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} février 2011.

Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

.../...

7. QUESTIONS DIVERSES

URBANISME :

Mr Cote demande si par rapport au périmètre de la zone de captage, il est possible de faire un étang. Mr Manié pense après un premier échange de vues que la possibilité dépend du caractère polluant de l'ouvrage. Si l'ouvrage n'est pas polluant, il n'y a pas à priori de contre indication.

Mr Cote informe de la réalisation d'un étang d'environ 1.500 m² dans la zone de captage entre Thil et Niévroz. Il note que par le passé, les propriétaires d'une piscine ont été dans l'obligation de la détruire.

Mr Manié et Mr Caplat se chargent de regarder la question de plus près et apporteront une réponse.

AGENDAS :

Mr le Maire rappelle :

- 12 février 2011 : repas des personnes âgées organisé par le CCAS
- 28 janvier 2011 : concert de l'Académie de Musique

FIBRE OPTIQUE :

Mr Balouzet informe des problèmes rencontrés par certains Thilois avec la fibre optique et notamment Luxinet. Il note que les gens confondent souvent le fournisseur d'accès (Luxinet, Adeli...) et le détenteur du réseau (SIEA).

Il note qu'il s'avère très difficile de joindre le service client de Luxinet.

Mr Traclet a assisté à une réunion avec Luxinet en présence du Conseiller Général du Rhône. Il ressort que souvent les abonnés contactent la Mairie ou le SIEA et n'ont pas forcément le réflexe d'adresser un Mail à l'opérateur.

Mr le Maire demande que l'adresse Mail du SAV, où adresser les réclamations, figure sur le site de la commune et les prochaines Brèves.

Mr Caplat demande si d'autres opérateurs sont susceptibles de rentrer en concurrence avec Adeli et Luxinet. Il est répondu que le SIEA cherche à élargir le nombre de fournisseurs d'accès présents sur le réseau LiAIn.

C.P.I. de THIL :

Mr Cote demande où en est la situation du CPI.

Mr le Maire informe qu'il a reçu le représentant des CPI de la Côtère qui s'est ému de la situation du CPI de Thil.

Mr le Maire précise que conformément à ce qu'il a annoncé lors des Vœux de la Municipalité, il souhaite la réouverture du CPI mais sur des bases dynamiques.

Un candidat au poste de Chef de Corps est en train de finaliser son projet.

Concernant la sirène, Mr Cote rappelle qu'en cas d'inondation, celle-ci est sensée sonner 4 fois pour avertir la population du risque encouru.

Mr Traclet informe qu'il est aujourd'hui tout à fait possible de circuler avec un porte-voix.

.../...

Mr Prudon propose que, via les services de la Préfecture, les Thilois puissent transmettre leur adresse Mail ou n° de portable (SMS).

Mr Maisonnas informe que la remise en état de la sirène, s'élèverait à environ 8.000 euros.

Mr Denis informe qu'il a transmis à Mr le Maire, un dossier « Livre des Pompiers de Paris » dans lequel il est prévu que le système de sirène disparaisse en France.

INFORMATIONS DIVERSES :

Mr le Maire rappelle l'agenda du Conseil municipal et des commissions :

- d'ici la fin du mois de janvier, finalisation du cahier des charges pour sélectionner un urbaniste qui va mener les études pour la révision du POS/PLU et un cabinet spécialisé pour l'assainissement collectif et validé par la commission d'Urbanisme.
- Dans le courant de la 1ère quinzaine de février, en fonction des résultats du Groupe de Travail « City Stade », montage du cahier des charges pour la réalisation d'un City stade et étudier la faisabilité pour une réalisation prévue pour le début de l'été.
- 2ème quinzaine de mars : validation de la problématique aménagement de sécurité, mode doux qui servira de base pour le cahier des charges du maître d'œuvre (engagé par la CCMP).
- courant février, réunion commission Finances pour préparation du Budget. Le BP sera voté courant mars.

VANDALISME

Mr le Maire rappelle les dégradations et délinquances observées fin décembre dernier sur la commune. Une sérieuse réflexion est menée au niveau de la sécurité et de la prévention de la délinquance.

Après consultation du diagnostic du CISPD, on observe que la situation de Thil est loin d'être dramatique. Cependant, nous devons nous pencher sur les solutions les plus adaptées.

Il y a du vandalisme. Néanmoins, des adolescents attendent aussi un équipement collectif. Ils sont prêts à l'utiliser en bonne intelligence.

Mr Cote rappelle que les dégradations en tout genre n'ont pas lieu en journée, mais la nuit.

CANAL DE MIRIBEL :

Mr Prudon demande l'organisation d'une Commission Générale pour aborder la réfection du canal.

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 22 h 15.